

s'applique pas aux nouveaux produits car s'ils sont nouveaux, il n'y a pas de normes pour eux; cela permettrait donc d'introduire de nouveaux produits à l'essai, et certains pourraient être rejetés, et d'autres pourraient percer.

Quand un nouveau produit s'établit, se stabilise et devient connu aux consommateurs et est vendu en quantités considérables, c'est le temps d'établir une classification pour le consommateur. Cela s'insère dans le principe du cycle de vie du produit. Vous pouvez laisser se poursuivre la première étape de ce cycle, mais si un produit se rend à la seconde étape où la compétition de prix domine, la classification pour le consommateur est alors utile et aide le processus.

Le ministère de l'agriculture des États-Unis utiliserait ses spécialistes dans le domaine pour définir les catégories, et naturellement, il tiendrait des audiences, consulterait l'industrie, etc.

On suppose, même si la commission n'a pas été explicite sur la manière dont cela serait appliqué, que l'application se ferait selon un échantillonnage des produits mis sur le marché par le manufacturier. Ils mettent cela en vigueur en échantillonnant les engrais et en voyant à ce que leur analyse chimique révèle ce qu'elle devrait révéler. Je suppose qu'ils feraient la même chose pour les catégories d'aliments.

M. McCUTCHEON: J'en déduis à tort ou à raison, que le rapport du comité laisse entendre que le contrôle de la production par les producteurs primaires serait une bonne chose. En d'autres termes, pour en revenir à ce que vous avez mentionné en rapport aux porcs, à l'idée de cycle, on s'éloigne de cette idée de cycle. Est-ce que votre comité favoriserait un contrôle de la production?

Le professeur BRANDOW: Ce n'est pas une question à laquelle notre comité devait répondre, parce que notre commission devait examiner la mise en marché des aliments, de la ferme au consommateur. Mais les commissions ne sont pas rares aux États-Unis. Il y a une autre commission sur les aliments et les fibres qui doit déposer son rapport en juillet prochain, et qui doit plus précisément faire cela. Notre commission ne s'est donc pas intéressée à cette question excepté dans ses aspects relatifs à la mise en marché, et c'est de cette façon qu'elle a été impliquée dans la question d'un bureau de mise en marché.

Elle a cependant exprimé l'opinion que le monde se dirigeait vers une rationalisation de la production agricole de façon à ce qu'elle soit plus adaptée au volume, au moment et aux exigences quant à la qualité, du marché. On a cru qu'une action de groupe de la part des fermiers serait nécessaire pour effectuer cela, bien qu'il y ait d'autres alternatives comme les contrats de fermage où les contrats sont faits à l'avance. Quand on fait un contrat à l'avance, le producteur oriente sa production selon les exigences d'un acheteur précis.

Il y a plusieurs façons de faire cela, et cela se fait graduellement, et je ne serais pas surpris si dans 25 ans, cela était beaucoup plus avancé. Ces propositions pour le contrôle de la production sont selon l'idée que si les fermiers ne peuvent coopérer d'une certaine manière, n'ont pas la capacité d'ajuster leur production totale selon les demandes du marché au prix existant ou à un autre prix, alors ils n'auront pas la capacité de marchander pour le prix. Cependant, la proposition dans ce domaine relativement aux commandes pour le marché était qu'une action de groupe appuyée de la sanction gouvernementale serait sur une base régionale ou locale. Cela voudrait donc dire qu'il y aurait compétition entre régions et localités et que cette compétition pourrait probablement être efficace pour mettre un frein aux tendances monopolistiques de ce genre de proposition.

Quant à la proposition de bureau de mise en marché, ce que nous n'avons pas aux États-Unis, c'était exprimé en termes généraux et ne précisait pas si ce serait national ou local. Personnellement, je puis concevoir qu'un tel bureau puisse avoir quelques tâches utiles à remplir sur une base régionale ou locale. J'aurais confiance que les fermiers qui sont en majorité des individualistes endurcis, travailleraient de façon à ce que si ces choses n'étaient disponibles que